



Élections 2018 aux conseils centraux de l'UT2J

Comme les syndiqué·es l'ont décidé depuis deux congrès (2016 et 2018), le syndicat CGT-UT2J n'a pas présenté de listes pour le renouvellement des conseils centraux de l'établissement. Notre syndicat ne participe pas non plus à l'une des listes qui sollicitent les suffrages des personnels.

Depuis les transformations imposées par la loi LRU (prime majoritaire donnée à la liste arrivée en tête aux élections, moindre représentation des personnels et présence renforcée des personnalités extérieures) nos élu·es avaient fait le constat que le Conseil d'administration n'était plus qu'une chambre d'enregistrement au sein de laquelle les représentant·es des personnels n'avaient quasiment plus aucune véritable marge de manœuvre.

Au cours de la dernière période qui a conduit à la mise sous tutelle de l'établissement et à la nomination d'un administrateur provisoire, nous avons pu mesurer combien l'avis des personnels et de leurs représentant·es dans les conseils centraux avait peu d'importance aux yeux de celles et ceux qui nous dirigent. Rien ne se règle dans ces conseils centraux où le dialogue n'a plus vraiment sa place. Ce sont la mobilisation des personnels et des étudiant·es, leur détermination dans l'unité qui ont permis de faire obstacle à la politique que l'on voulait leur imposer.

Notre syndicat CGT refuse tout à la fois le syndicalisme de connivence et les faux-semblants. Nous tenons à nous tenir à l'écart des arrangements ou manipulations d'appareils pour rester au plus près des personnels et de leurs préoccupations.

Pour les syndiqué·es CGT, la lutte pour les droits et pour de meilleures conditions de travail ne se mène pas, par délégation, dans les instances, mais sur le terrain, par tous les personnels ensemble.

C'est pourquoi lors du congrès du syndicat le 15 mai 2018, les syndiqué·es CGT ont réaffirmé que :

- Notre syndicat n'a pas vocation à diriger ou cogérer l'établissement. Si certain·es veulent s'y risquer, ils le font à titre personnel et sans pouvoir se réclamer du syndicat.
- Notre syndicat a pour rôle la défense des droits et intérêts des personnels. Ce sont les personnels qui sont les interlocuteurs naturels du syndicat. Chaque fois que les projets de la direction menacent les droits et intérêts des personnels, c'est avec ces derniers que le syndicat travaillera pour construire le rapport de force qui permettra d'entrer en négociation avec la direction. Discussions dont les représentant·es CGT rendront compte régulièrement.
- Pour que cela reste possible, le syndicat doit être indépendant, quelles que soient les origines syndicales ou associatives de l'équipe de direction. Il doit surtout ne pas être lié à un quelconque pacte de direction ou obligation de solidarité dans une alliance de quelque nature que ce soit.

La CGT fait confiance à la clairvoyance des personnels pour savoir reconnaître où est leur intérêt aujourd'hui. Quel que soit le résultat des urnes et la future présidence, les syndiqué·es CGT savent qu'ils devront être parmi les travailleurs et les travailleuses pour défendre leurs droits et intérêts mis à mal par la politique imposée par le gouvernement. C'est pourquoi, en lieu et place de consignes de votes ou d'un soutien à l'une ou l'autre liste, nous préférons concentrer notre attention et notre travail à la construction de la démocratie sociale au sein de l'UT2J.

Pour information, la liste portée par le SNESUP a sollicité une rencontre avec notre organisation syndicale. Au cours de la discussion qui a eu lieu avec des syndiqué·es le 25 octobre, nos interlocuteurs ont réaffirmé leur attachement à l'équité et au dialogue mais nous avons pu comprendre aussi qu'ils ne pourront s'affranchir des diktats ministériels que s'ils sont fortement poussés par les revendications des personnels. La liste principalement portée par la CFDT et l'UNSA, nous a proposé une rencontre le 5 novembre, veille du scrutin... Quant à la troisième liste se présentant comme une alternative, ni d'un bord ni de l'autre, elle n'a pas souhaité nous solliciter pour une rencontre, sans doute convaincue que les représentant·es des personnels n'avaient finalement que peu d'importance dans la conduite d'un établissement comme l'université Toulouse 2-Jean Jaurès.

La CGT-UT2J sera bien présente aux élections professionnelles, le 6 décembre 2018, pour le renouvellement du Comité technique d'établissement et du CHSCT.